



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité départementale du Rhône
63, avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/03/2023

Contexte et constats

Publication éventuelle sur **GÉORISQUES**

**Société IVA ESSEX
145 Rue de la République, 69330 Meyzieu**

Références : UDR-CRT-23-070-AC

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2023 dans l'établissement IVA ESSEX implanté à Meyzieu. Cette partie « Contexte et constats » est éventuellement publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société IVA ESSEX
145 Rue de la République, 69330 Meyzieu
- Code AIOT dans GUN : 0006104024
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil Haut

La société ESSEX SAS fabrique par synthèse des vernis destinés à l'industrie électronique et électrique. Les synthèses sont mises en œuvre dans le bâtiment principal de production et utilise des produits inflammables.

L'inspection porte sur la gestion des rejets à l'air et le respect de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 29 mai 2018. Une visite de l'établissement a été réalisée afin de constater la conformité des installations aux éléments documentaires présentés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action "coup de poing" – produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe les types de suites suivants :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « sans suite administrative » incluant des constats de non conformité et des observations.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Aucune fiche de constat ne propose de suite administrative.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune action complémentaire n'est attendue de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté ministériel 01/10/2010 – art. 49
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : <i>"L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées."</i>
Constats : L'exploitant établit un état des stocks sur son ERP (QAD). Une extraction est faite quotidienne-ment par le directeur industriel et mise à disposition au format papier au PC de crise. Les produits sont identifiés dans l'état des stocks par un code interne, leur nom, la quantité en kg, et la rubrique ICPE associée. L'extraction faite pour le PC de crise mentionne également l'emplacement du stockage. L'exploitant a présenté l'extraction faite le jour de l'inspection. Aucune non conformité n'a été constatée.
Type de suites proposées : aucune.
Proposition de suites : -

Nom du point de contrôle : consignes aux opérateurs

Référence réglementaire : Arrêté ministériel 01/10/2010 – art. 59
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : <i>"L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.</i>
Constats : L'exploitant a présenté la procédure standard établie en cas d'« épandage de produit chimique ». Il a également présenté les feuilles d'émargement des opérateurs suite à la dernière mise à jour de la procédure. La procédure prévoit les actions à mener, les points de vigilance selon les mentions de danger. Le TDI, produit stocké pouvant provoquer une réaction violente au contact de l'eau, y est spécifiquement mentionné. La procédure « prévention en cas de pollution du réseau d'eau pluviale » mentionne l'usage de tapis obturateurs et de ballons obturateurs afin de prévenir l'entrée de produits polluants dans l'égout. L'exploitant indique que le réseau d'eau pluvial est équipé d'un bassin tampon à sa sortie, commun avec le réseau pluvial de Von Roll. La vanne de sortie du bassin tampon vers le milieu naturel peut être fermée en cas de pollution accidentelle ou pour collecter les eaux incendies.
Type de suites proposées : aucune.
Proposition de suites : -

Nom du point de contrôle : marquage des conditionnements commerciaux

Référence réglementaire : Règlement européen – 16 décembre 2008 – art. 17
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : <i>"Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence."</i>
Constats : Après vérification par sondage sur site (notamment acide formique et TDI), aucune non conformité n'a été constatée.
Type de suites proposées : aucune.
Proposition de suites : -

Nom du point de contrôle : fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen – 18 décembre 2006 – art. 31, 35 et 37-5
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : <i>"Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</i> <i>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</i> <i>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.."</i>
Constats : La vérification des fiches de données de sécurité a été réalisée par sondage, avec vérification de l'acide formique et du TDI. Les FDS contrôlées mentionnent les éléments suivants : pictogrammes, conseils de prudence, mesures de lutte contre l'incendie, mesures en cas de déversement, conditions de stockage. Il n'a été constaté aucune non-conformité entre les FDS, les procédures internes et les éléments constatés sur site. Les FDS sont accessibles aux opérateurs depuis la salle de contrôle. L'exploitant déclare mettre à jour les FDS de ses propres produits finis tous les deux ans.
Type de suites proposées : aucune.
Proposition de suites : -

Nom du point de contrôle : rétentions et canalisation des écoulements accidentels

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 29 mai 2018 – art. 2.4.8.2

Thème(s) : Risques chroniques

Prescription contrôlée :

Tout stockage ou dépôt fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention étanche dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention étanche est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Les capacités de rétention dans les zones à risque d'incendie, sont résistantes au feu.

Les récipients mobiles sont, dans la mesure du possible, maintenus fermés et portent clairement le nom du produit contenu et les inscriptions de sécurité conformément au règlement CLP.

Les produits récupérés dans les rétentions en cas d'accident, ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et, pour les liquides inflammables, dans les conditions définies dans l'arrêté ministériel du 18 avril 2008.

Constats :

Les stockages ont été vérifiés par sondage.

Le TDI est stocké en étuve séparée des autres stockages. Il a été constaté le stockage de 8 fûts de 200 l de TDI au dessus d'une rétention. Cette rétention est constituée de 3 bacs en acier, reliés entre eux, de dimension 3000 x 111 x 15 cm, soit un total de 1500l. 2 fûts de 200l de triéthanolamine sont également placés au dessus de la même rétention.

Par mail du 12 avril, l'exploitant précise qu'une information aux opérateurs sera faite afin de rappeler la limite de 37 fûts stockés dans l'étuve.

L'acide formique est stocké sur un îlot de stockage maçonné avec une rétention adaptée, sans produit incompatible au dessus de la même rétention.

Aucune non conformité n'a été constatée.

Type de suites proposées : aucune.

Proposition de suites : -

Nom du point de contrôle : entretien des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 29 mai 2018 – art. 2.6.2.6

Thème(s) : Risques chroniques

Prescription contrôlée :

2.6.2.6 – Vérifications périodiques

Les installations, appareils ou stockages, contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.

Constats :

L'exploitant indique procéder à une inspection visuelle annuelle des rétentions. La procédure interne « environnement » prévoit la vérification visuelle de l'étanchéité des rétentions, avec une liste des opérations de vérification à mener, et des rétentions à vérifier. L'exploitant a présenté les fiches des rondes de mars et février 2023. La fiche de mars 2023 indique la conformité de l'étanchéité des différentes rétentions vérifiées.

Type de suites proposées : aucune.

Proposition de suites : -

Nom du point de contrôle : rétention des produits incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 – art. 25-II
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : <i>"Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</i> <i>Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage "</i>
Constats : L'exploitant déclare que l'ensemble des produits incompatibles sont stockés dans des lieux différents et indépendants, notamment avec des rétentions adaptés. Le TDI et l'acide formique, produits incompatibles, sont stockés en des lieux séparés et associés à des rétentions différentes.
Type de suites proposées : aucune.
Proposition de suites : -